

Combien l'abandon de l'écotaxe va-t-il vraiment coûter?

A.S., publié le 10/10/2014 à 15:49, mis à jour à 16:08

Le nouveau recul du gouvernement sur l'écotaxe pourrait coûter jusqu'à 1 milliard d'euros de pénalités au gouvernement. Et ce sans compter le manque à gagner de la taxe et les emplois menacés.

LE NOUVEAU REcul DU GOUVERNEMENT SUR L'ÉCOTAXE POURRAIT COÛTER JUSQU'À 1 MILLIARD D'EUROS DE PÉNALITÉS AU GOUVERNEMENT. ET CE SANS COMPTER LE MANQUE À GAGNER DE LA TAXE ET LES EMPLOIS MENACÉS.

C'est une suspension *sine die*. La ministre de l'Ecologie Ségolène Royal a annoncé jeudi un nouveau recul du gouvernement sur la mise en place de l'écotaxe. Décision qui représente un coût non-négligeable, tant en raison des sommes déjà engagées que de ses répercussions à venir. Bilan chiffré.

1. Dédommager Ecomouv': un milliard d'euros?

Pour mettre en oeuvre l'écotaxe, l'Etat a fait appel à la société Ecomouv'. Les deux parties sont liées par un contrat noué en 2009, qui suscite de nombreuses critiques, parce qu'il serait trop favorable à l'entreprise. Un point crucial, en particulier: en cas de rupture de contrat, l'Etat devrait verser un milliard d'euros à Ecomouv' sur un an, dont 80% tout de suite.

Ce chiffre, avancé par le gouvernement en octobre 2013, pourrait cependant être revu à la baisse si ce dernier parvient à renégocier les termes du contrat, comme il le souhaite. Ce qui annonce un bras de fer juridique avec la société Ecomouv'. Et notamment cette question: qui va démonter les portiques déjà installés, et pour quel coût?

2. Manque à gagner pour l'Etat: 390 millions d'euros par an

L'écotaxe nouvelle formule devait rapporter, grâce aux péages de transit poids lourds, autour de 600 millions d'euros bruts de recettes par an. De cette somme, Ecomouv' devait toucher le tiers (210 millions d'euros environ). Restaient 390 millions d'euros pour l'Etat, répartis de la manière suivante:

- 360 millions pour l'Agence de financement des infrastructures de transport de France
- 30 millions pour les collectivités locales

Cette cagnotte aurait dû servir à financer des lignes de bus, de tramway, de métro ou de funiculaires. Au total, plus d'une centaine de projets de transports pourraient être annulés, faute d'écotaxe.

3. Des emplois menacés chez Ecomouv'... et au-delà

Les salariés de l'entreprise chargée de récolter l'écotaxe pour l'Etat ont reçu le nouveau report de la mesure comme "un coup de massue", expliquait jeudi à L'Express Jacques Stirn, délégué CFDT.

"A Metz, il y a 160 salariés en CDI, plus 30 à Paris, détaillait le syndicaliste. A cela il faut rajouter 130 douaniers qui devaient

effectuée par la SNCF. Il y a donc des impacts sur d'autres entreprises que la nôtre." Autant d'emplois qui sont donc désormais sur la sellette.

La Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a enfin demandé vendredi à l'Etat français un financement de 300 millions d'euros en faveur des infrastructures. Elle rappelle que "depuis sept ans, le secteur des travaux publics traverse une crise sans précédent", qui pourrait encore coûter 60.000 emplois au secteur.

4. L'héritage de l'ancienne version

Ajoutons que le passage de la première à la deuxième version de la taxe a, à lui seul, déjà coûté de l'argent. L'écotaxe devait initialement rapporter 1,15 milliards d'euros par an, soit le double de ce qui était envisagé par la suite.

L'ajournement de la taxe a aussi, en lui-même, coûté environ 50 millions d'euros par trimestre depuis l'automne 2013, soit au moins 250 millions d'euros supplémentaires, comme le rappelle Le Monde.

Mais aussi, quand même, quelques bénéfices

Abandonner l'écotaxe n'aura pas que des inconvénients pour le budget de l'Etat. Les actions de protestations qui s'annonçaient auraient eu des répercussions sur l'économie française, a estimé Ségolène Royal jeudi. "Entre le manque à gagner d'un contrat que de toute façon, on va remettre a plat (...) et le coût financier, économique, social, d'une grève ou d'un blocage d'infrastructures importantes pour le pays, le choix est vite fait", a-t-elle avancé pour justifier sa décision.

La ministre juge également que des emplois auraient été détruits si elle n'avait pas choisi de suspendre la taxe une deuxième fois. "On prend acte des difficultés concrètes qui se posent dans les entreprises et qui, si elles étaient appliquées comme ça, de façon aveugle, pourraient menacer l'emploi", a-t-elle plaidé. Pas de quoi éclipser complètement l'ardoise de l'écotaxe, qui devrait tout de même être bien supérieure.